

Revue de la presse

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **95 (1950)**

Heft 9

PDF erstellt am: **08.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Revue de la presse :**Revue de la défense nationale (France)**N^o DE JUIN 1940

Destin de la France et stratégie mondiale. Plusieurs articles parus dans cette revue avaient pour but de brosser l'image d'un conflit mondial futur. Tous laissaient percer certaines divergences de vue quant aux méthodes employées, mais tous concordaient quant à l'ampleur du conflit envisagé. Cette échelle ne laissait que fort peu de place au rôle précis que serait appelée à jouer la France. Dans cette étude, le général Sabatier se propose de combler cette lacune. « Nous ne suivrons pas le général Chassin dans les développements de la stratégie à travers les cinq parties du monde, parce que nous considérons qu'à l'issue d'une première phase victorieuse pour les Soviets le sort de la France serait réglé et qu'au contraire, en cas de non réussite de l'U.R.S.S., cette dernière serait incapable de poursuivre son rêve d'hégémonie ». Pour pouvoir esquisser le rôle de la France dans un conflit futur, le général Sabatier ne peut pas se contenter de passer en revue les différentes hypothèses, il doit en choisir une, précise et de ce fait excessivement arbitraire : « Chacun pourra à son gré élargir ou resserrer la fourchette et interpoler les éléments qu'il croira nécessaires. »

Cette hypothèse la voici : « La guerre éclate à l'initiative de l'U.R.S.S., en été, après l'achèvement des récoltes et quand le dégel permet la navigation dans l'Arctique. D'un côté l'U.R.S.S. et ses satellites, de l'autre les signataires du Pacte de l'Atlantique. »

Massant d'importantes forces terrestres derrière le rideau de fer avec tout le secret nécessaire au bénéfice de la surprise, l'U.R.S.S., portant son effort principal entre la Suisse et la mer du Nord, chercherait à s'emparer dans une première phase des rives maritimes de l'Europe occidentale, du Danemark aux Pyrénées, et de la côte méditerranéenne française. (Le général Sabatier veut bien croire que la neutralité suisse serait respectée dans cette poussée initiale). Une action secondaire sur le Danemark assurerait à l'envahisseur la maîtrise du Skagerrak et du Kattegat et lui permettrait d'exercer une pression morale considérable sur la Suède. Cette première phase devrait être terminée au jour J + 45, date à laquelle les Américains seraient susceptibles de déclencher une offensive aérienne de grande envergure.

La conquête de l'Italie, la neutralisation des pétroles de l'Orient et du Moyen-Orient, l'interdiction des détroits et des bases aériennes de Grèce, de Turquie, de Perse et des Etats du Levant constitueraient les objectifs de phases ultérieures et nécessiteraient la concentration de deux fortes armées, l'une sur le bas Danube, l'autre en Transcaucasie.

Le général Sabatier doute que l'U.R.S.S. fasse usage de l'arme atomique ou d'une autre arme nouvelle (nuages radioactifs) pour la conquête de l'Europe occidentale. Est-ce pour concentrer leur action sur l'Amérique ? est-ce par crainte de représailles dans des proportions encore plus efficaces ? est-ce enfin pour laisser à leurs adversaires l'odieux de leur emploi initial ?

Comment se dérouleraient ces opérations en France et quelles sont les dispositions à prendre pour y parer ? C'est d'abord une action combinée de moyens frontaux puissants au-delà du Rhin et d'unités aéroportées agissant à l'intérieur de la France en liaison étroite avec une 5^e colonne communiste et visant « à couper les voies de communications et à paralyser la machine gouvernementale, administrative, économique et militaire du pays. »

La sécurité française dépendra bien plus de sa préparation militaire que de « son fameux potentiel de guerre ». Le facteur temps est capital. Les forces qui ne seront pas sur place à l'heure H ne pourront plus être mises en action. Les moyens disponibles ne permettront pas une grande bataille offensive entre l'Elbe et le Rhin, mais ils suffiront peut-être « à contenir l'ennemi en le manœuvrant jusqu'au moment où ce dernier, faute de ravitaillement, ne pourra plus entretenir la bataille ». Il faudra rechercher « l'asphyxie par la coupure des communications » dont l'extension sur des milliers de kilomètres ne permettra guère une protection efficace.

Il faudra prévoir l'épouvante des populations civiles et chercher à la juguler. Il faudra compter avec les difficultés d'une guérilla anéantie par l'application des représailles et la menace de déportations massives. Il faudra enfin tenir compte du fait que la coalition russe commandée par des chefs russes, constituera un bloc beaucoup plus compact qu'une coalition de douze gouvernements, de douze parlements et de douze armées.

Etions-nous renseignés en mai 1940 ? Remarquable étude dans laquelle le général Rivet fait ressortir l'excellent travail du 2^e Bureau par un parallèle entre ce qui se passait dans le camp allemand et ce que savait le Haut Commandement français. » La force allemande a été observée et recensée. Par notre 2^e Bureau et notre S.R., nous avons su comment et avec quoi elle se construisait et où elle voulait en venir ; nous nous sommes acheminés vers l'ultime bataille de l'Ouest sur une route jalonnée par le renseignement préalable. »

Guerre et théologies, par M. Bouthoul, *Diego-Suarez, base stratégique*, par M. Amanrich, *Les grands espaces économiques souterrains* par M. Bornecque, puis les études, enquêtes et chroniques habituelles complètent cet intéressant numéro de juin.

D.

N^o DE JUILLET 1950*« Des chars ou des avions ? »*

Très intéressante étude qu'on pourrait tout aussi bien intituler « forces terrestres ou forces aériennes ». L'utilisation de la troisième dimension marque dans l'histoire de la guerre une véritable révolution. Après l'arme automatique, après le char, l'avion vient exercer sur les opérations « une influence tyrannique ». Ici l'auteur se propose de montrer « en quoi consiste cette révolution ; comment on n'en tient jusqu'à présent qu'un compte dérisoire et enfin à quelle solution hardie la France doit en venir si elle ne veut pas revoir mai-juin 1940... en deux semaines ».

Les forces aériennes bouleversent les notions les plus classiques. Le chef qui concevait sa manœuvre en connaissant le rapport des forces, en sachant dans quels délais l'ennemi était susceptible d'intervenir et d'engager ses réserves, ignore actuellement l'aspect de son ennemi aérien. Dans un rayon de 350 km. pour la chasse, de plusieurs milliers de kilomètres pour le bombardement « il est susceptible de se concentrer dans un délai de trente minutes à quelques heures au-dessus d'une zone névralgique avec un préavis que les vitesses modernes et la portée actuelle des radars définissent à moins de dix minutes. » Quant à l'action de protection des propres forces aériennes, elle ne deviendrait possible qu'à la condition pratiquement irréalisable de posséder une supériorité aérienne sur l'ensemble du théâtre d'opérations.

La notion classique des moyens est également bouleversée. Pour monter une action, le chef de hier combinait des moyens organiques ou de renforcement dont il connaissait le volume et les effets. Le chef d'aujourd'hui doit compter comme facteur essentiel de succès sur une aviation dont l'engagement peut dépendre soit d'une supériorité aérienne très aléatoire, soit des conditions atmosphériques. Dans son appréciation des moyens il devra s'épuiser « à résoudre un problème dans

lequel il y a une inconnue de plus que le nombre d'équations».

Comment la France dépourvue de cette supériorité aérienne et de cet espace qui étaient la force des troupes de la Libération, fera-t-elle face à une agression éventuelle de l'Est ? Qu'on ne s'attende pas à voir les forces terrestres dont l'effectif ne dépassera guère 15 divisions résister plus de quelques jours à une poussée aéroterrestre. Il faut résolument bouleverser la doctrine actuelle à prédominance terrestre et la remplacer par une doctrine à prédominance aérienne.

Avec les crédits dont il dispose, le haut commandement peut choisir entre une répartition à prédominance terrestre permettant l'acquisition de 7 divisions et de 1000 avions de chasse ou une répartition à prédominance aérienne se concrétisant par 2 divisions et 6000 avions de chasse. La première solution permettrait de disposer dans un délai d'un an de 17 divisions et de 2000 avions, la seconde, de 12 divisions et de 7000 avions. L'auteur termine par cette conclusion personnelle : On arrête mieux des forces mobiles avec des forces mobiles qu'avec des forces statiques, et constituer une force armée à prédominance terrestre lorsqu'on est en état d'infériorité aérienne, c'est constituer une force statique condamnée à être détruite ou prisonnière.»

Donnant suite à son article : *Etions-nous renseignés en mai 1940 ?*, le général Rivet montre que le S. R. avait suivi point pour point la préparation de l'armée allemande et prévu ses agressions successives. Il avait pu définir au Haut commandement les éléments du dispositif adverse, les armes et la valeur des troupes et des cadres. « La France n'a pas succombé sous une botte secrète » ; mais pourquoi donc a-t-on méprisé à ce point les données du renseignement ?

Ce numéro de juillet est complété par les articles suivants : *Que reste-t-il du plan Monnet ?* par M. G. H. Gorse ; *La côte française des Somalis*, par M. Antoine Lamy ; *Abd-el-Kader*, par M. Jules Bertaut. Enfin les études, enquêtes et chroniques.

D.